

Cameroun/Politique

L'opposition accusée de "tentative de déstabilisation"

AFP
Douala/Cameroun

Une centaine d'arrestations vient ainsi d'être opérée dans ses rangs à la suite de nouvelles manifestations.

LE pouvoir camerounais accuse l'opposition de vouloir déstabiliser le pays où de nouvelles manifestations d'opposants, qui contestent la réélection du président Paul Biya, ont conduit à une centaine d'interpellations au Cameroun où il règne en maître absolu depuis 36 ans. A Paris, une cinquantaine de manifestants camerounais ont envahi samedi soir l'ambassade du Cameroun, saccageant notamment des portraits du chef de l'Etat. Une correspondante de la télévision d'Etat camerounaise a été "sauvagement prise à partie" par les manifestants, a indiqué hier la CRTV. Au Cameroun, 117 personnes ont été interpellées samedi lors de marches non autorisées qui ont réuni des centaines de personnes dans plusieurs villes du pays, ont annoncé les autorités dans un communiqué obtenu hier. Ces interpellations ont eu lieu lors de manifestations organisées par le parti de Maurice Kamto, ancien candidat à l'élection présidentielle du 7 octobre qui ne reconnaît pas le résultat officiel validé par le Conseil constitutionnel.



Photo : AFP / L'Union

L'opposant Maurice Kamto – qui continue de revendiquer sa victoire à la présidentielle d'octobre dernier – et les militants de son parti, le MRC, sont accusés par le pouvoir de tentative de déstabilisation.

Les autorités ont dénoncé une "tentative de déstabilisation du Cameroun". "Au moment où le Cameroun s'achemine résolument vers son émergence, tout doit être et sera fait pour préserver la paix et la stabilité", a averti le ministre de la Communication, René Emmanuel Sadi cité par la télévision d'Etat hier. Depuis le scrutin, plusieurs manifestations non autorisées ont été organisées par le MRC contre ce qu'il qualifie de "hold-up électoral". L'ex-candidat du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) revendique la victoire après être officiellement arrivé deuxième dans les urnes (14,23% des suffrages)

derrière Paul Biya, 85 ans, réélu (71,2%) pour un septième mandat consécutif. "CONTINUER"• "Il faut continuer, ne pas s'arrêter, et faire comprendre aux gens qu'il faut descendre dans la rue contre Biya, comme hier !", a déclaré dimanche Rod, 32 ans, un militant du MRC. "On prend les Camerounais pour des idiots, il ne faut pas mener un peuple à bout comme ça", affirmait samedi soir l'un des manifestants camerounais à Paris, Daniel Essissima, dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux. Toutes les manifestations organisées par l'opposition depuis octobre ont donné lieu à de nombreuses arrestations.

Peu de militants arrêtés ont toutefois été déferés, la plupart étant relâchés au terme de leur garde à vue. Samedi, un important déploiement des forces de l'ordre était visible à Yaoundé et à Douala, les capitales politique et économique du Cameroun. Plusieurs personnalités publiques ont été arrêtées samedi, dont Paul-Eric Kingue, l'ancien directeur de campagne de Maurice Kamto, ainsi que plusieurs avocats renommés du MRC. "LIGNE ROUGE"• Yaoundé a plusieurs fois tenté de dissuader le camp Kamto de continuer sa lutte, affirmant qu'une "ligne rouge" avait été dépassée ou que le chef de file du MRC se

mettait "hors-la-loi" en n'acceptant pas les résultats. Mais si les cadres du MRC ont été interpellés à plusieurs reprises, Maurice Kamto n'a, lui, jamais été arrêté depuis l'élection. A Douala, "quelques échauffourées" ont eu lieu samedi suite à l'attitude "particulièrement agressive" de "quelques participants" à la marche, selon le ministère de la Communication. Selon des militants du MRC, "plusieurs personnes ont été blessées par balle à Douala". "Aucun coup de feu à balles réelles n'a été tiré", a affirmé le ministère samedi soir. Des photos d'au moins trois personnes blessées, dont une avocate renommée du parti, Me Michèle Ndoki, ont circulé sur les réseaux, sans qu'il soit possible de déterminer si leurs blessures étaient dues à des tirs de balles réelles. "Six blessés ont été enregistrés", selon le ministère. Dans un communiqué, le bâtonnier camerounais, Me Charles Tchakoute Patie, a "dénoncé et condamné tout usage disproportionné de la force publique à l'égard d'une population civile". Depuis 1982, Paul Biya règne en maître absolu au Cameroun, où il a tout verrouillé pour assurer son maintien à la tête du pays, s'appuyant sur l'administration et sur un parti-Etat, le RDPC, qu'il a créé en 1985.

A travers le monde

• Brésil/Accident. 37 morts et risque de nouvelle rupture d'un barrage minier



Une alerte a été lancée hier à Brumadinho, dans le sud-est du Brésil, face au risque d'une rupture imminente d'un second barrage minier, après la catastrophe qui a fait au moins 37 morts et 300 disparus vendredi.

• Irak/Attentats. Quatre policiers tués au nord de Bagdad

Quatre policiers ont été tués hier dans deux explosions successives contre un poste de sécurité à l'entrée d'un ancien bastion jihadiste au nord de Bagdad, ont indiqué des sources policières et médicales.

• Italie/Immigration. Salvini menace les sauveteurs de migrants



Le ministre italien de l'Intérieur Matteo Salvini a indiqué hier qu'il rassemblerait des preuves visant à poursuivre en justice l'équipage du bateau Sea Watch 3, battant pavillon néerlandais, tandis que des appels se multiplient pour que les 47 migrants se trouvant à son bord (photo) soient autorisés à débarquer.

• Philippines/Attentats. 18 morts à la cathédrale de Jolo

Au moins 18 personnes ont péri hier dans un double attentat contre la cathédrale de Jolo, sur une île du sud des Philippines qui demeure un bastion de l'organisation islamiste Abou Sayyaf.

• Russie/Politique. Le souvenir de la fin du siège de Leningrad

Des chars et des systèmes de défense anti-aérienne ont défilé hier dans le centre de Saint-Petersbourg pour les cérémonies du 75ème anniversaire de la fin du terrible siège de Leningrad qui a causé la mort d'au moins 800 000 personnes entre 1941 et 1944.

• Venezuela/Diplomatie. Maduro rejette l'ultimatum européen

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a rejeté l'ultimatum lancé par plusieurs pays européens lui donnant huit jours pour convoquer des élections, déclarant que son pays n'était "pas lié" à l'Europe, dans une interview à la chaîne CNN Turk diffusée hier.

Nigeria/Jihadistes

Nouvelles attaques de Boko Haram contre des bases militaires

AFP
Kano/Nigeria

LES jihadistes de Boko Haram ont attaqué dans la nuit de samedi à hier deux bases militaires dans l'Etat de Borno, dans le nord-est du Nigeria, près de la frontière avec le Cameroun, blessant six soldats, ont déclaré à l'AFP hier deux sources militaires. Ces attaques sont les dernières en date contre des cibles militaires dans la région, alors que la sécurité est devenue un enjeu majeur de la campagne électorale dans la perspective des prochaines élections générales. Le président Muhammadu Buhari, qui est arrivé au pouvoir en 2015 avec l'engagement de mettre fin à l'insurrection islamiste, vise un second mandat lors de l'élection présidentielle

du 16 février. Tôt hier, des soldats nigériens ont repoussé une attaque menée par des membres de la faction de Boko Haram dirigée par Abubakar Shekau dans la ville de Pulka, située dans le district de Gwoza, le long de la frontière camerounaise. "Les terroristes ont lancé leur attaque vers minuit et les soldats ont engagé un combat de 30 minutes les forçant à se retirer", a déclaré un officier militaire dont les propos ont été confirmés par un autre officier nigérien. Les membres de Boko Haram voulaient attaquer et piller la ville après avoir envahi la base militaire, a déclaré un de ces officiers sous couvert d'anonymat. Samedi soir, des membres de la même faction de Boko Haram ont attaqué une autre base militaire dans le village de Logomani, près de la ville de



Photo : AFP

L'armée a été une nouvelle fois le week-end écoulé dans l'Etat de Borno la cible d'une double attaque des combattants de Boko Haram.

Gamboru, provoquant des affrontements qui ont fait six blessés parmi les soldats. "Les troupes ont été attaquées par des terroristes de Boko Haram, qui sont venus à bord de quatre camions équipés d'armes à feu vers 17H30 GMT (18H30 au Gabon)", a déclaré le deuxième officier à l'AFP. "Six soldats ont été blessés par des fragments de bombe", a-t-il déclaré. Boko Haram attaque de manière constante les bases militaires dans le Nord-Est depuis le mois de juillet, faisant des dizaines voire des centaines de morts. L'insurrection jihadiste, qui a débuté au Nigeria en 2009, a fait au moins 27 000 morts et provoqué une grave crise humanitaire avec 1,8 million de déplacés.